

PERSPECTIVES

**Huile de palme
rime avec
accaparement
des terres**

Page 3

**Guatemala :
exposés et
sans défense**

Pages 6 - 7



PAIN POUR LE PROCHAIN ACTION DE CARÊME

Chère lectrice, cher lecteur,

Voilà deux semaines qu' *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* ont lancé une campagne. Nous réclamons que les commerces de détail suisses diminuent les produits contenant de l'huile de palme. Plus de gens signeront cet appel, moins on vendra de produits avec de l'huile de palme, et plus grande sera la pression sur les détaillants.

La demande en huile de palme a drastiquement augmenté ces dernières années. Cette matière première bon marché et polyvalente est utilisée aujourd'hui pour produire des aliments, des lessives, et même du carburant.

Elle fait partie des nombreuses matières premières cultivées aujourd'hui par des multinationales sur des monocultures dans le Sud pour être ensuite exportées. Ces monocultures supplantent et détruisent les cultures locales ainsi que la nature et chassent les communautés. C'est pourquoi nous les aidons à se battre pour leurs droits et leurs terres. Merci à vous, en tant que consommateurs, donateurs et citoyens, de nous soutenir dans nos efforts.

CONTENU

MAX HAVELAAR
Le garant d'un commerce équitable depuis 25 ans

Page 4

UGANDA
LafargeHolcim reste responsable

Page 5

VUE DU SUD
L'agriculture est dans les mains de quelques multinationales

Page 8

Impressum:
Une publication de *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*, 2017
Rédactrice en chef :
Pascale Schnyder (pst)
Rédaction : Colette Kalt (ck), Tiziana Conti (tc), Daniel Tillmanns (dt)
Mise en page et réalisation :
Craft Kommunikation, Zürich
Travail sur les photos : Schellenberg Druck AG, Pfäffikon
Impression : Druckerei Kyburz AG, Dielsdorf
Tirages : 6761 allemand / 1731 français
Parait : quatre fois par an
Prix : CHF 5.- par donateur/donatrice sont utilisés pour l'abonnement
Contacts : *Pain pour le prochain*, ppp@bfa-ppp.ch, 021 614 77 17
Action de Carême, actiondecareme@fastenopter.ch, 021 617 88 81



Bernd Nilles,
directeur d' *Action de Carême*
Bernard DuPasquier,
directeur de *Pain pour le prochain*



Le bilan humain et environnemental de l'exploitation d'huile de palme est épouvantable.

Consommons moins d'huile de palme

***Pain pour prochain* et *Action de Carême* lancent une campagne exhortant les détaillants suisses à réduire l'huile de palme dans leurs produits.**

Le 4 septembre 2017, un présentateur du téléjournal dit face caméra « Dans les villes, les palmeraies à huile menacent désormais les zones d'habitations et de loisirs préférés des Suisses, » tandis que défilent des images du quartier de Vidy à Lausanne, du Letten de Zurich ou encore du Marzili de Berne en arrière-plan. Certains habitants affectés ont déjà été déplacés. Raison invoquée pour expliquer cette opération foncière : la demande soutenue de produits contenant de l'huile

de palme. Si cette nouvelle avait effectivement été couverte par le téléjournal du 4 septembre, beaucoup de téléspectateurs se seraient pincés pour y croire. C'est ce qu'ont fait de nombreux habitants du Liberia, de l'Indonésie, du Guatemala ou d'autres pays du Sud lorsque les autorités sont soudainement apparues à leur porte, munies d'appareils de mesure et de bulldozers. Le reportage en question n'est certes qu'un court-métrage de fiction diffusé sur Internet, il reflète ce-

pendant la triste réalité dans ces pays. Toujours plus demandée, l'huile de palme a jusqu'à présent entraîné la destruction de 18,7 millions d'hectares de forêts humides, de brousse et de tourbières, soit une surface équivalente à 4,5 fois la Suisse. Des communautés entières ont perdu tout moyen de subvenir à leurs besoins (voir Dossier), d'innombrables espèces végétales et animales se retrouvant même menacées d'extinction.

Un produit sur six

Ce court-métrage marque le coup d'envoi d'une campagne qui entend faire pression sur les grands distributeurs en Suisse, notamment via une pétition qui incite ces derniers à réduire le nombre de produits contenant de l'huile de palme parmi leurs références. En effet, près d'un produit sur six commercialisés dans nos supermarchés en contient en raison de sa polyvalence et de son prix réduit. Au cours de nos entretiens, Migros et Coop ont argué qu'ils n'arriveraient pas à y renoncer entièrement et qu'ils n'emploient que de « l'huile de palme durable ». Or, nos partenaires sur place ont démontré que les certifications telles que la Table ronde pour une huile de palme durable (RSPO) ne résolvent point les problèmes d'accaparement des terres et de violations des droits humains.

Une huile dont on peut se passer

L'huile de palme n'est pas incontournable et peut être remplacée par d'autres huiles végétales locales qui impliquent moins de contentieux fonciers et moins de déforestation. Si de petites entreprises parviennent à commercialiser des produits sans huile de palme, les plus grandes peuvent y arriver aussi, pour autant que les consommateurs et consommatrices les y encouragent. Merci de bien vouloir signer notre pétition « Moins de produits contenant de l'huile de palme ».

— Pascale Schnyder

Lire et agir

Votre soutien

Demandez aux détaillants suisses d'utiliser moins d'huile de palme dans leurs produits. Signez notre pétition sur www.stop-accaparement.ch

Soutenir les structures de la petite paysannerie

Action de Carême et Pain pour le prochain font partie des membres fondateurs de Max Havelaar, le label garantissant une production équitable. Après 25 ans, on ne peut plus imaginer le marché suisse sans ce label. Andreas Jiménez, directeur de Max Havelaar depuis mai 2017, explique les priorités qu'il entend fixer pour les prochaines années.

Quel est pour vous le plus grand défi à relever lorsqu'on est directeur d'une initiative de labellisation ?

Le défi de Max Havelaar dans les années qui viennent, c'est de renforcer encore l'effet du commerce équitable en permettant à des familles de petits paysans ainsi que des travailleuses et travailleurs des pays du Sud d'écouler un maximum de leurs produits à des conditions avantageuses. En ce moment, la plupart des productrices et producteurs ne peuvent même pas vendre la moitié de leurs marchandises à de telles conditions, bien que l'ensemble de la production réponde aux critères du label. Les dépenses sont grandes mais les bénéfices pas toujours aussi élevés qu'ils devraient l'être.

Tout le monde ne peut pas s'offrir de tels produits. Qu'est-ce qui doit changer ?

Max Havelaar a très à cœur de pouvoir offrir des produits durables à un maximum de personnes – et ce, indépendamment de leurs revenus. Toutefois, ce n'est pas nous qui fixons le prix d'un produit, mais le



Andreas Jiménez a bien démarré chez Max Havelaar.

détaillant lui-même. Le prix est parfois plus élevé car les consommatrices et les consommateurs paient les coûts effectifs de la production. D'autre part, les quantités générées sont nettement plus petites, ce qui rend les chaînes de valorisation plus compliquées et plus onéreuses.

Quelle est la position de Max Havelaar par rapport aux monocultures ?

Nous soutenons clairement les structures de la petite paysannerie. Sur le 1,7 million de producteurs que nous comptons, 1,5 million est constitué de familles de petits paysans ; les 200 000 restants sont des ouvrières et des ouvriers actifs sur les plantations. C'est uniquement dans les domaines où les structures de la petite paysannerie ne sont pas à même de livrer les quantités nécessaires – soit les roses, le thé ou les produits frais – que les plantations fairtrade entrent en jeu. Les employés y bénéficient de contrats à durée indéterminée, d'horaires de travail réglementés et de la liberté de rassemblement.

Avez-vous aussi une stratégie pour éviter les ajouts d'huile de palme dans les produits ?

Nous ne pouvons pas exclure que nos produits contiennent de l'huile de palme. Il n'y a pour le moment aucune prescription à ce sujet dans les standards internationaux du commerce équitable. Normalement, la règle pour les produits certifiés veut que tous les ingrédients existant en qualité fairtrade soient également certifiés en conséquence. Mais ce principe ne vaut pas pour l'huile de palme.

Quelles sont vos ambitions pour vos premières années dans vos nouvelles fonctions ?

Notre chiffre d'affaires a progressé de plus de 20 % l'an dernier et le commerce équitable devrait poursuivre sa croissance ces prochaines années. Dans le même temps, nous souhaitons soutenir les paysans sur place, avec des projets spécifiques, de sorte qu'ils puissent par exemple mieux faire face aux conséquences des changements climatiques. Mais l'objectif suprême de notre engagement, c'est de permettre une vie meilleure à davantage de petits producteurs des pays en développement. — Colette Kalt

LafargeHolcim reste responsable



En raison du travail dans les carrières, de nombreux enfants et adolescents souffrent de graves problèmes de santé.

LafargeHolcim et ses fournisseurs en Ouganda ont acheté des matières premières provenant de carrières dans lesquelles travaillaient également des mineurs. *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* exigent du groupe qu'il assume ses responsabilités.

Durant plus d'une décennie, Hima Cement, une filiale de LafargeHolcim en Ouganda, a profité du travail d'enfants et d'adolescents. Ces derniers représentaient une force de travail bon marché pour l'extraction artisanale de pouzzolane, un additif pour ciment. C'est ce que prouve une étude de *Pain pour le prochain* et Twerwaneho Listeners Club (TLC) en Ouganda, publiée en mai 2017. Près de 150 enfants et adolescents ont été concernés de-

puis le début des années 2000 dans la région d'Harugongo.

Graves conséquences directes

Le groupe LafargeHolcim n'a réagi qu'une fois rendu public le scandale du travail des enfants dans la chaîne d'approvisionnement de Hima Cement. Depuis janvier 2017, il n'achète plus que de la matière première provenant de carrières mécanisées, qui emploient uniquement des travailleurs adultes. Conséquence di-

recte de cette décision : les enfants et les adolescents sont désormais sans travail et sans perspectives. Bon nombre d'entre eux connaissent de graves problèmes de santé à cause du travail dans les carrières. Un enfant de 12 ans témoigne : « J'ai souvent mal partout. Une fois, je me suis cassé la main. C'est mon père qui a dû payer le traitement médical. »

Une part de responsabilité

« La décision de n'acquiescer plus

que de la pouzzolane issue de carrières mécanisées a des conséquences et, sur ce point, LafargeHolcim doit aussi assumer ses responsabilités », déclare Yvan Maillard Ardent, spécialiste Entreprises et droits humains chez *Pain pour le prochain*. « Cela fait partie du devoir de diligence du groupe, ainsi que le stipulent les principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. » Pendant des années, l'entreprise de ciment a généré du profit sur le dos d'enfants et d'adolescents. C'est pourquoi *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* exigent de LafargeHolcim et de ses fournisseurs sur place qu'ils instaurent des programmes pour les anciens enfants travailleurs. « Le groupe doit soutenir ces jeunes gens afin qu'ils puissent rattraper les années d'école et les formations qu'ils ont manquées », explique Yvan Maillard Ardent. « Sinon, la fin rapide des achats de matières premières extraites par des enfants aura l'effet d'une simple manœuvre permettant au groupe de fuir ses responsabilités. »

Mais les politiques suisses doivent eux aussi agir, réclament *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*. Car les initiatives ou solutions par branche reposant sur une base volontaire sont insuffisantes. — Urs Walter



Les palmiers à huile ne laissent filtrer aucune lumière, si bien que les autres plantes ne peuvent plus pousser.

Exposés et sans défense

Au Guatemala, les plantations de palmiers à huile se multiplient à toute vitesse. Les monocultures recouvrent le pays, les populations indigènes mayas sont chassées de leurs terres. Carolina et sa famille en ont fait l'expérience.

Carolina Rax Tiul* se tient au milieu des plantations de palmiers à huile, densément cultivées. Elle vit avec sa famille non loin des rangées infinies de palmiers, qui ne laissent plus passer aucune lumière et prennent la place des plantes locales. Son appartement est modeste, le couple et ses quatre enfants ont peu de place. Il n'en a pas toujours été ainsi.

« Nous avions une belle maison, avant que des soldats armés ne viennent nous chasser de nos terres. Nous avons des terres cultivées et récoltions assez de maïs pour pouvoir toujours en vendre un peu », raconte Carolina. « Nous avions une belle vie. » Elle vivait en osmose avec la terre nourricière, dans l'esprit de la culture maya.

La terre, c'est tout pour nous

Mais cette vie appartient au passé. Depuis que le groupe agroalimentaire Naturaceites s'est approprié les terres de la famille Rax Tiul pour y planter des palmiers à huile, celle-ci a été chassée de chez elle. Les forces de

sécurité ont réduit en cendres sa maison et ses jardins potagers. Aujourd'hui encore, Carolina est remplie de tristesse lorsqu'elle repense à la façon dont tout a été détruit : les responsables de la multinationale leur ont reproché de s'être établis illégalement sur ces terres pour ensuite mieux les chasser comme des intrus. Outrée, elle se défend de cette accusation et déclare avec détermination : « Cette terre appartenait déjà à nos ancêtres et c'est ainsi que nous en avons pris soin et l'avons cultivée. Car la terre, c'est tout pour nous, les Mayas. ». Sur les plantations, les importantes quantités de pesticides et d'engrais utilisés pour augmenter la production rendent malades les hommes et les animaux.

Toujours plus de plantations

Vivre sur le territoire de San Miguelito Cotoxjà est devenu dangereux. Mais d'autres régions du Guatemala voient également les plantations de palmiers à huile gagner du terrain. On trouve de telles plantations dans neuf des vingt-deux départements que compte le pays, et cela ne fait que progresser. Ces dernières années, leur croissance équivalait à 300%. Pour faire face à cette catastrophe humaine et écologique, Komon Ajqijab, l'organisation partenaire d'Action de Carême et de Pain pour le prochain, aide les familles et les communautés à défendre leurs droits. Pour ce faire, l'organisation s'appuie sur les valeurs spirituelles et l'identité culturelle des Mayas.

— Colette Kalt

* Nom d'emprunt



En haut : L'appartement de la famille avec le strict nécessaire.

Milieu : Les trois fils de Carolina s'ennuient de leur ancienne maison.

En bas : Le sol est épuisé et ne donne presque rien aux êtres humains et aux animaux.



Lire et agir

Notre action

Pain pour le prochain et *Action de Carême* apportent leur soutien à Komon Ajq'ijab pour renforcer les communautés touchées par les plantations de palmiers à huile, défendre leur identité indigène et réclamer le respect de leurs droits.

Votre soutien

Engagez-vous à nos côtés contre la destruction croissante de la culture indigène et de l'environnement au Guatemala.
CCP 46-7694-0



Silvia Ribeiro est directrice pour l'Amérique latine de Grupo ETC, au Mexique. Celui-ci a publié de nombreuses enquêtes sur les semences, la petite paysannerie ainsi que les nouvelles technologies et leurs conséquences.

L'agriculture est dans les mains de quelques multinationales

On pensait que la croissance des producteurs de semences et de l'agrochimie avait atteint ses limites. Mais désormais, les trois géants génétiques Monsanto-Bayer, Syngenta-ChemChina et DuPont-Dow ont entamé une nouvelle ronde de fusions. Si ces trois regroupements en cours sont approuvés par les autorités antitrust de leurs pays d'origine, 60% de toutes les semences commerciales et 71 % de tous les pesticides se trouveront à l'avenir entre les mains de ces seuls trois mastodontes. Les conséquences de cette concentration seraient fatales pour la petite paysannerie et la souveraineté alimentaire en général.

La plupart des petites exploitations familiales en Afrique, en Asie et dans quelques pays d'Amérique latine utilisent encore leurs propres semences et pas, ou seulement peu, de produits chimiques. Mais la pression des grands groupes sur les gouvernements et les autorités internationales est énorme : ils tentent déjà, dans de nombreux pays, d'obtenir des lois plus strictes en matière de propriété intellectuelle et de limiter voire même d'interdire les échanges de semences entre paysans. En parallèle, les multinationales conçoivent des programmes d'agriculture et de crédit liés à l'utilisation de leurs semences et de leurs moyens de production. Et ils essaient d'influencer la politique agricole dans l'intérêt de l'industrie agraire, ce qui évince du marché les petits paysans.

Et pire encore : la tendance des rachats ne va pas prendre fin avec ces trois mégafusions. En effet, dans le secteur des machines et des engrais, on observe en ce moment des rapprochements de bien plus grande ampleur. Car voilà

longtemps que le secteur des machines englobe non seulement les tracteurs et les moissonneuses-batteuses hautement numérisés, mais aussi les drones, qui sont utilisés pour l'arrosage et l'épandage, et génèrent des données satellite sur la nature du sol et le climat.

Les groupes agrochimiques eux aussi sont passés au numérique. Ils disposent ainsi d'énormes quantités de données sur les qualités génétiques des cultures végétales et des micro-organismes. Il existe déjà des contrats entre les deux secteurs sur la vente de données climatiques et d'assurances agricoles. Et tout

porte à croire que les grands groupes de machines (John Deere, Agco, CNH) entendent aussi reprendre les multinationales agrochimiques une fois le premier tour des fusions terminé.

On aboutirait ainsi à une agriculture hautement automatisée, qui n'aurait presque plus besoin

de l'homme et dans laquelle l'agriculteur se verrait dicter, par les multinationales, les semences, les moyens de production, les machines, les données climatiques et génétiques ainsi que les assurances à acheter.

Des organisations aux Etats-Unis, en Europe, en Chine et dans quelques pays d'Afrique et d'Amérique latine ont commencé à protester contre ces fusions. Leur objectif est aussi de renforcer le soutien en faveur des réseaux de production agroécologiques et de la petite paysannerie. Car ce sont eux la pierre angulaire qui garantit la souveraineté alimentaire.

«On aboutirait à une agriculture hautement automatisée, qui n'aurait presque plus besoin de l'homme.»

Silvia Ribeiro

EN CHIFFRES

60 %

de toutes les semences commerciales sont déjà entre les mains de seulement trois grands groupes.

70 %

des denrées alimentaires sont produites par des petits paysans sur 30 % des terres.

30 %

des denrées alimentaires sont produites par l'agro-industrie alors qu'elle utilise 70 % des terres cultivables.

TRANSITION INTÉRIEURE

Des liens qui engagent

La transition intérieure, c'est prendre conscience que nos choix de consommateur sont tout sauf neutres en termes d'écologie, de justice et de spiritualité. Ils ont un effet sur notre être et notre santé, mais aussi sur les autres et le cosmos tout entier.

Aumônier catholique à l'Ecole polytechnique fédérale, Xavier Gravend-Tirole collabore étroitement au laboratoire de *Pain pour le prochain* pour la transition intérieure. Il est membre de son cercle de réflexion et participe à un groupe de « conversations carbone » dont il deviendra facilitateur. Il co-anime avec Michel Maxime Egger, responsable du laboratoire, des ateliers d'écopsychologie pratique.

Xavier a accompagné un groupe d'étudiants qui ont jeûné une semaine pendant la Campagne

œcuménique. C'est dire s'il est sensible au sens de l'acte de manger. « Prenons par exemple une tartine au Nutella. Si je la regarde bien, je peux y voir le blé et les noisettes, mais aussi le soleil, la pluie et la terre qui les ont fait pousser, les paysans qui les ont cultivés et récoltés, tous les artisans qui les ont transformés. »

Manger cette tartine dans une conscience profonde, c'est se relier à tous les éléments et êtres humains qui l'ont amené dans notre assiette, mais aussi aux populations et aux animaux, aux forêts et aux terres qui souffrent des mauvaises conditions dans la production d'huile de palme. « Ce lien d'interdépendance engage ma responsabilité, ajoute Xavier. Il me questionne : comment et jusqu'où – directement par mes actes, indirectement par mes



Xavier Gravend-Tirole lors d'un atelier d'écopsychologie pratique.

aveuglements et incohérences – suis-je complice des maux qui offensent les autres et la nature, ici et à l'autre bout du monde ? »

— Michel Maxime Egger

OGM

La Suisse prolonge le moratoire sur le génie génétique

Lors de la votation du 16 juin 2017, le Conseil national et le Conseil des Etats ont approuvé la prolongation du moratoire sur le génie génétique jusqu'à fin 2021. Ainsi, le moratoire né en 2005 de l'initiative sans OGM a été à nouveau prolongé de 4 ans. Cela correspond à la volonté de la population suisse, qui se montre très critique face au génie génétique. Dans un sondage Univox réalisé en 2015, près de trois quarts (70%) des personnes interrogées considéraient le génie génétique comme un danger dans la production alimentaire.

MULTINATIONALES SUISSES

Engagez-vous pour l'initiative !

Bien que l'initiative pour des multinationales responsables ne soit pas votée avant une année, la coalition d'ONG dont *Pain pour le prochain* se prépare. A travers des soirées cinéma, des discussions et des conférences, notre objectif est de mobiliser les troupes partout en Suisse. Grâce à cela, nous avons une chance de gagner le vote, nous avons besoin de votre soutien ! Le bulletin d'information sur l'initiative et les moyens d'action est toujours disponible. Pour plus d'informations : sthioul@bfa-ppp.ch / 021 614 77 18

CAMPAGNE ŒCUMÉNIQUE 2017

Action « cultivez la vie »



Des parcelles ont été plantées à travers toute la Suisse pour sensibiliser la population au phénomène de l'accaparement des terres.

Rendre visible ici en Suisse l'accaparement des terres qui progresse à toute vitesse dans le Sud : tel était l'objectif de l'action « cultivez la vie », à laquelle de nombreuses paroisses mais aussi des acteurs privés ont pris part.

En cultivant leur lopin de terre, chacune de ces personnes ou groupes ont témoigné de leur solidarité envers les populations des pays du Sud chassées de leurs terres par des multinationales sans scrupule. Au total, 104 lopins ont vu le jour et sont désormais prêts pour la récolte.

Un chaleureux merci à toutes celles et ceux qui ont participé à cette action ! Et : bonne récolte !

— Adrian Wismann

Toutes les photos : www.voir-et-agir.ch/cultivez



POUR 4 PERSONNES, ~ 60 MINUTES

Riz au curry avec fruits secs exotiques

200 g riz complet à longs grains fairtrade
 2 cs huile d'arachide
 1 petit oignon bio
 1 gros poireau bio
 2 cs poudre de curry fort
 1 dl vin blanc
 2 cs dés d'ananas séché fairtrade
 2 cs mangue séchée fairtrade
 2 cs raisins secs bio
 4 cs noix de cajou faitrade
 un peu de bouillon de légumes
 un peu de crème

1. Faire tremper 30 minutes les dés d'ananas et de mangue ainsi que les raisins secs dans le vin blanc.
2. Porter le riz et l'eau à ébullition, laisser frémir 2 à 3 minutes puis laisser tirer à couvert sur la plaque éteinte durant 30 minutes ou plus.
3. Griller légèrement les noix de cajou dans une poêle et réserver.
4. Peler et hacher finement l'oignon. Laver le poireau et le couper en fines rondelles.
5. Faire revenir l'oignon et le poireau dans l'huile pendant 5 minutes. Ajouter le curry et les fruits secs avec le vin, faire cuire à petit feu pendant 5 minutes. Incorporer le riz et obtenir la consistance voulue en ajoutant un peu de crème et de bouillon de légumes. Réchauffer puis saler.
6. Dresser le riz au curry dans les assiettes et parsemer de noix de cajou grillées.

Pensez à TerrEspoir pour vos fruits exotiques savoureusement équitables. www.terrespoir.com

D'autres recettes équitables sur www.maxhavelaar.ch

S'ENGAGER AVEC NOUS

Abattre les murs intérieurs, rencontrer l'autre

Elle a créé l'association DaRe pour accompagner les requérants d'asile au Tessin. L'infatigable Lara Robbiani Tognina n'aurait jamais imaginé que l'accueil dans l'urgence finirait par devenir le statu quo.

Au Tessin, il n'y a plus que trois centres d'accueil pour les requérants d'asile, gérés par la Croix-Rouge. La plupart sont hébergés dans des hôtels et des abris de la protection civile, où ils sont livrés à eux-mêmes. « Une fois je suis tombée sur 17 femmes en savates à l'approche de l'hiver. Chaque requérant reçoit 3 francs par jour, en plus de la nourriture, et un bon unique de 50 francs pour acheter des habits. Mais le bus pour aller en ville coûtait déjà 30 francs, donc nous avons décidé de recueillir des habits. »

Aujourd'hui DaRe (diritto a restare, Droit à rester) compte 50 bénévoles. « Les Tessinois sont très généreux. Si j'écris sur Facebook que j'ai besoin de 10 paires de chaussures, le lendemain je les trouve devant ma porte. Le volontariat fera toujours partie de ma vie, mais je travaille comme enseignante et je n'arrive plus à gérer une association qui a pris beaucoup d'ampleur, même si j'y passe tout mon temps libre. J'ai demandé des fonds au canton — d'autant plus que nous faisons le travail à sa place — mais j'attends toujours... »

Qu'est-ce qui motive cette passionaria, qui a coordonné le bureau de *Pain pour le prochain* en Suisse italienne jusqu'à sa fermeture ? « La justice. Ma passion politique et ma foi sont les deux côtés d'une même médaille. Je suis membre du Conseil communal de Manno, j'ai été candidate au Conseil national et malgré un



Lara Robbiani Tognina a fondé DaRe

cheval de bataille comme l'immigration, j'ai eu énormément de voix. »

Elle l'admet : au Tessin la droite xénophobe semble plus puissante qu'elle ne l'est en réalité « car quand je lance un appel, il ne me manque jamais une chaussette, vingt personnes se présentent pour trier les habits. On a créé une véritable communauté, on aide à démonter certains clichés en organisant des cours de cuisine syrienne, par exemple. Il est touchant de voir le Tessinois aider le jeune Syrien à finir ses devoirs, la dame kurde montrer ses photos de mariage à la dame syrienne... »

« Les décisions politiques sont de plus en plus restrictives. Moi je suscite la solidarité d'une personne par mois, mais ça ne fait rien, il faut le faire. Nous avons construit des murs intérieurs. Pour les abattre, il faut rencontrer l'autre. » — Isolda Agazzi

Associazione DaRe
 Strada Regina 36
 6928 Manno